



LE TOULOUSE FACT CHECKING

Bertrand Serp a-t-il enfreint LA CHARTE DE DÉONTOLOGIE MUNICIPALE ?

TERRE BATTUE. Cette semaine, vous nous avez demandé de vérifier si, oui ou non, l'adjoint au maire et vice-président de Toulouse Métropole en charge du numérique Bertrand Serp avait enfreint la charte de déontologie municipale en acceptant une invitation à un match du tournoi de Roland Garros. Dans cette affaire, tout semble être une question de timing et de montant limite...

Pour Bertrand Serp, il n'y a aucun problème. Suite à la polémique liée à l'invitation à Roland-Garros qu'il s'était vu offrir par Orange début juin, l'élu assurait dans un communiqué l'avoir acceptée car il la «savait parfaitement conforme à la charte de déontologie qui vise expressément les cadeaux avec une valeur importante». Et pour cause, au moment de ces propos, ladite charte, élaborée en octobre 2015 pour encadrer des pratiques non illégales mais moralement litigieuses, était suffisamment imprécise pour lui donner raison. Aucun seuil de montant ni de valeur limite n'y était en effet mentionné. L'article IV sur l'impartialité stipulant simplement l'obligation pour les élus de «refuser des invitations si elles sont, par leur valeur, leur fréquence ou leur intention, de nature à influencer l'exercice indépendant et impartial de leurs fonctions». Un flou artistique déjà pointé du doigt par plusieurs élus d'opposition, comme le socialiste Romain Cujives, étonnés que cette "valeur" soit laissée à l'appréciation de chacun. Au moment des faits, difficile donc de vous répondre de manière claire et définitive puisque la règle elle-même ne l'était pas.

Mais à peine plus d'une semaine après la révélation des faits, le conseil municipal décidait tout à coup de se pencher à nouveau sur le sujet et votait, le 15 juin dernier, une mesure fixant à 150€ la somme à ne pas dépasser pour des cadeaux et invitations, en une seule fois, ou sur l'année. Daniel Rougé, adjoint en charge du dossier, assure s'être appuyé sur les montants définis à Paris, à Strasbourg, ou à l'Assemblée nationale. Vérification faite, tous ont effectivement fixé le même seuil.



Cela tombe bien, Bertrand Serp, avait lui-même estimé à 145€ le billet pour les quarts-de-finale de Roland-Garros. Soit cinq malheureux euros de différence permettant à l'adjoint au maire de rester, à posteriori, dans les clous. Une petite vérification sur le prix de la fameuse place s'impose tout de même. Si les 145 € correspondent effectivement à un billet pour un quart de finale en catégorie 2 sur le court Philippe Chatrier, les tarifs peuvent aller de 100 € en catégorie 3 à 195 € en catégorie 1. Impossible de savoir où était assis l'adjoint au maire mais l'estimation paraît réaliste d'autant qu'Orange, partenaire de longue date du tournoi, dispose de tarifs d'entreprise qui réduisent forcément le coût unitaire du billet.

Sauf qu'un autre élément semble indiquer que l'invitation a en réalité coûté un peu plus cher. Dans le post Facebook à l'origine de l'affaire et supprimé depuis, Dominique de Ravignan, ancienne suppléante de l'élu aux législatives de 2017, présente à ses côtés à Roland-Garros, remerciait l'entreprise de téléphonie pour «le merveilleux accueil et le déjeuner sur l'espace Orange». Si Bertrand Serp avait précisé dans son communiqué avoir payé sur ses deniers le déplacement en avion et l'hébergement, il aurait visiblement oublié de mentionner ce déjeuner dont on peut imaginer, sans trop prendre de risque, que sa valeur est supérieure à cinq euros...

Nicolas Mathé ✍

LE JOURNAL TOULOUSAIN

Jt

MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

En vue p.10
FAIRE FACE
À L'AUGMENTATION
DE LA PAUVRETÉ

En vue p.11
QUELLE DÉMOCRATIE
POUR TOULOUSE
METROPOLE ?

ÉTUDIANTS : comment se loger ?

L'hebdo qui donne des clés



© Hélène Ressayres / JT

JEUDI 28 JUIN > 04 JUILLET 2018 • N° 795

R 29141 - 0795 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'UNE ÉTUDIANTE impatiente

est édité par Scoparl News-Médias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulouse.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire :
1016 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Séverine Sarrat
redaction@lejournaltoulouse.fr
RÉDACTION :
Séverine Sarrat, Philippe Salvador, Nicolas
Mathé, Valentin Grezet, Thanina Abdoun,
Grégoire Souchay, Paul Périé, Maylis Jean
-Préau et Vanessa Vertus.
CHEF DE PROJET WEB :
Fabien Pomiès
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Alix et Héléne Ressayres
MAQUETTE :
Isabelle Aubry
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre
Tél : 07.62.89.26.21
service.commercial@lejournaltoulouse.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Il y a deux ans, lorsque je suis arrivée à Toulouse pour faire mes études, trouver un logement était le cadet de mes soucis. Je pensais que cette affaire serait vite classée. Mais c'était sans savoir que l'offre était bien moins importante que la demande.

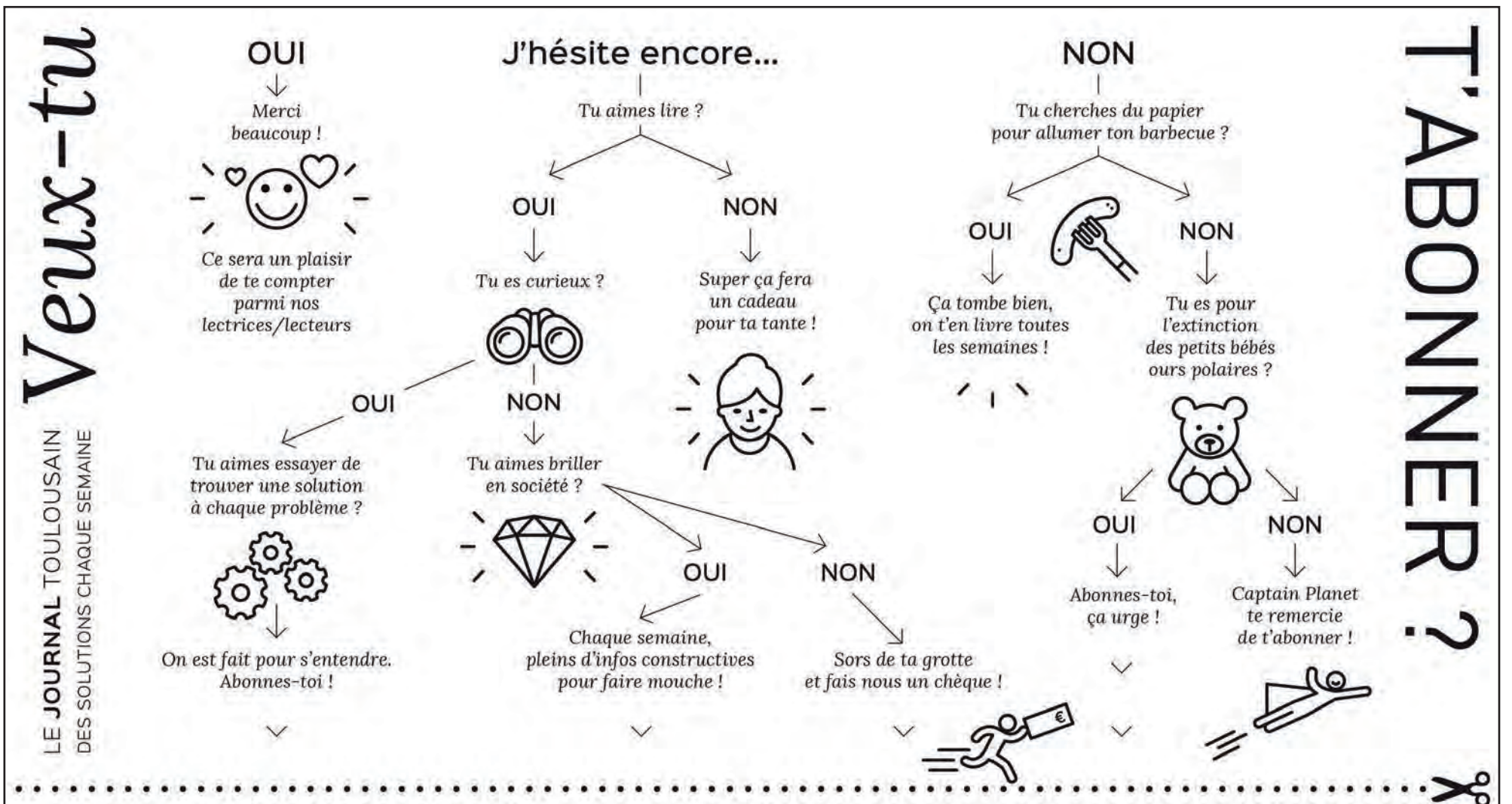
Dans l'idéal, il aurait fallu que je cherche un logement dès le mois de juin, quand les étudiants ont achevé leur année et que ceux qui ont obtenu leur diplôme quittent leur appartement. Mais j'ai logiquement dû attendre les résultats du baccalauréat pour être sûre de ne pas devoir redoubler ma terminale, puis ceux du programme d'admission APB (devenu Parcoursup). J'ai alors patienté jusqu'à la mi-juillet pour débiter ma prospection.

Originaire de l'Aveyron, je ne connaissais pas très bien la marche à suivre et j'ai découvert un véritable parcours du combattant auquel je n'étais pas préparée. D'abord parce que je n'étais pas boursière, donc je n'ai pas eu droit à un logement universitaire. Ensuite, parce que mes parents ne roulant pas sur l'or quand même, ils n'ont pas pu me payer un appartement. J'ai ainsi dû trouver un emploi étudiant en premier lieu pour les aider à assumer mon loyer. Et pour finir, dans le parc privé, le seul auquel j'avais accès, les propriétaires sont frileux dès qu'ils apprennent que leur potentiel locataire est étudiant.

Finalement, c'est en août que je suis parvenue à réunir toutes les conditions requises pour prétendre à un logement digne de ce nom. Et bien sûr, c'est trop tard. Il ne restait plus rien sur le marché, hormis les cages à poules insalubres. J'ai donc paré au plus pressé en louant le premier appartement abordable que j'ai trouvé pour être certaine d'avoir un toit sur la tête lorsque j'allais commencer l'école en septembre. Je pensais que j'aurais toute l'année pour chercher efficacement... Deux ans plus tard, je suis toujours au même endroit...



Delphine, 20 ans, étudiante en licence Miage
(Méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises)



ABONNEMENT 6 MOIS / 26 € : édition papier + Web
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + Web offert
OUI Je m'abonne au JT !

6 MOIS 1 AN

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
CP _____ Ville _____
Mail _____

Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain

Par carte bancaire n° _____

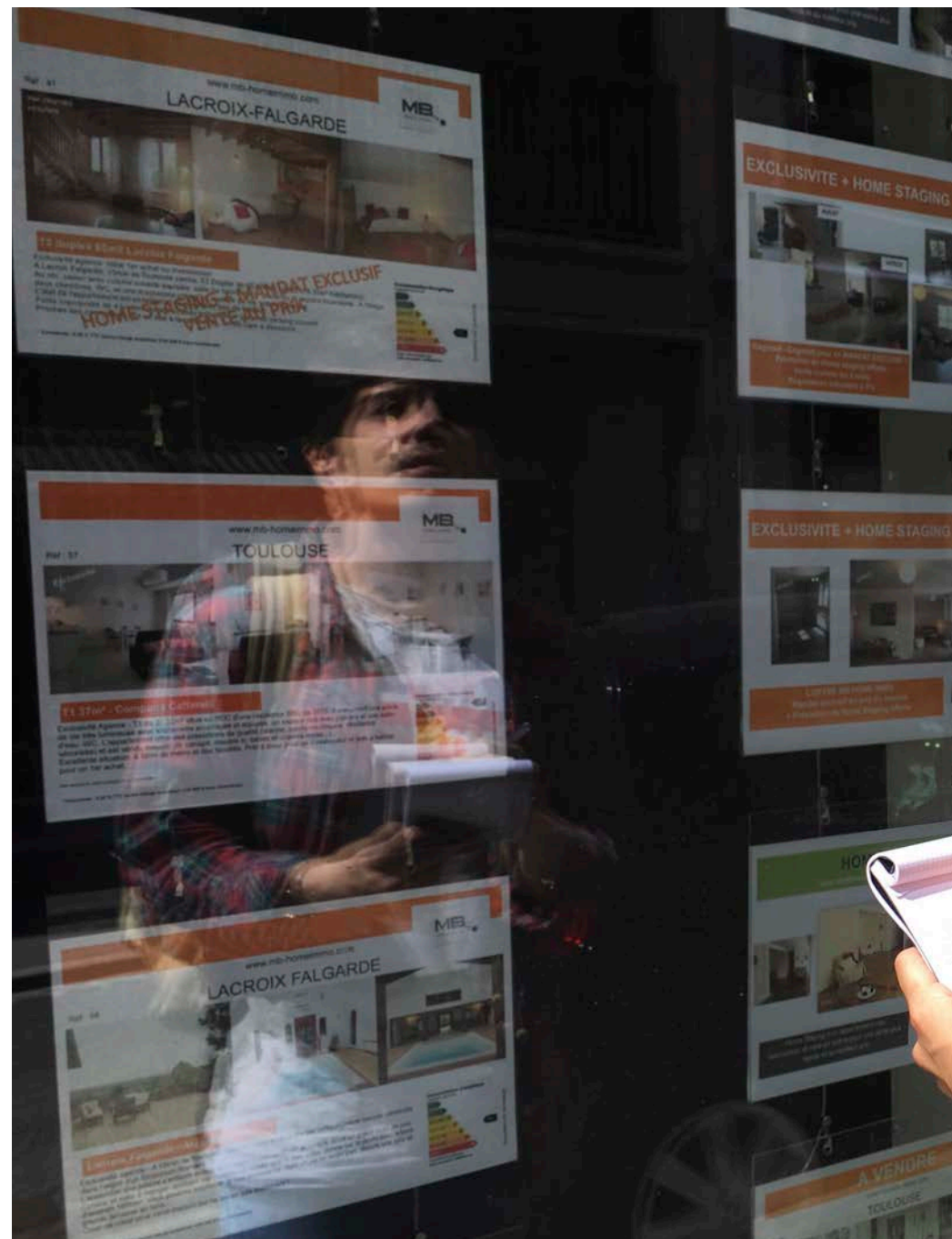
Expire fin ____/____ Cryptogramme ____

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné
de votre règlement à
Le Journal Toulousain
32, rue Riquet
31 000 Toulouse

3 COMPRENDRE

BAIL-BAIL. Déjà préoccupés par leur orientation et par les hésitations des dispositifs APB puis Parcoursup, les étudiants voient se dresser un autre obstacle de taille : la question du logement. Une équation toujours plus insoluble entre rareté de l'offre et part grandissante du coût du logement dans le budget global. Échanges de chambres, colocs solidaires ou à la campagne... Plus que de simples bons plans, le JT ouvre les portes d'alternatives qui donnent du sens à la quête d'un toit.



Jt

ÉTUDIANTS : comment

Top départ. Comme chaque année, la course au logement étudiant est lancée. Et elle n'est pas gagnée d'avance. D'autant que, selon les dernières estimations du ministère de l'Enseignement supérieur, 36 000 nouveaux étudiants sont venus grossir les rangs des prétendants au Graal. Au total, ils sont donc plus de 2.5 millions inscrits pour suivre des études supérieures. Et d'après les prévisions gouvernementales, ce chiffre devrait continuer à augmenter au fil des ans, jusqu'à près de 3 millions en 2026.

« Les deux tiers d'entre eux seront amenés à quitter le domicile familial » d'après une étude réalisée par le site immobilier location-etu-

« *Déjà 21 000 logements étudiants en projet pour 2018-2019* »

diant.fr. Autant de candidats potentiels à un logement. Mais l'offre est bien moins importante que la demande. Entre juin et septembre 2015, quand près de 1.4 million d'étudiants se lançaient donc à la recherche d'un toit, seuls 11 % (165 000) ont bénéficié d'une chambre en cité universitaire et 110 000 en résidence étudiante. Les autres ont dû éplucher les petites annonces pour trouver un pied à terre dans le marché immobilier classique. Face à ce constat, toujours plus critique, les gouvernements successifs se sont emparés du dossier.

Après le "Plan des 40 000" sous la présidence de François Hollande, l'État annonce aujourd'hui le "Plan des 60 000". « Nous avons déjà en projet 21 000 logements étudiants pour 2018-2019 », précisait Frédéric Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, lors d'une visite à l'université Paris-Dauphine en novembre dernier. Et près de 40 000 devraient être construits d'ici la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron. La mise en place d'un dispositif fiscal avantageux est censée permettre de libérer du foncier et de favoriser la faisabilité de nouveaux programmes immobiliers dédiés. À Toulouse, le phénomène est particulièrement criant. Avec près de 112 000 étudiants inscrits pour l'année scolaire 2015-2016 (derniers

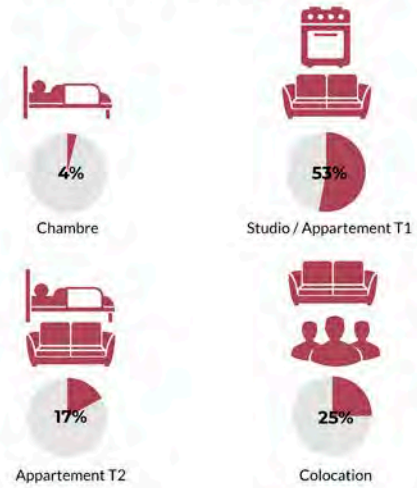


© Philippe Salvador / JT

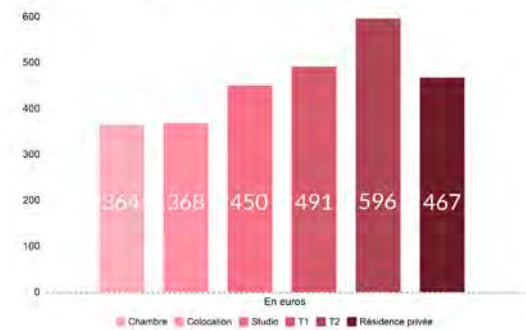
LE LOGEMENT ÉTUDIANT À TOULOUSE

Le logement étudiant à Toulouse

Le studio, recherche prioritaire des étudiants toulousains



Le loyer moyen à Toulouse (charges comprises)



Le loyer moyen pour un studio dans la région



Jt

se loger ?

chiffres du ministère de l'Enseignement supérieur), la Ville rose est la quatrième métropole de France à attirer le plus d'élèves. Mais comme partout dans l'Hexagone, l'offre de logements ne suit pas. « Le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) dispose d'un parc de plus de 10 000 places, dont 9 sur 10 se situent à Toulouse », précise Hélène Franc, la responsable de la communication, annonçant parallèlement la construction cette année de deux nouvelles résidences à Toulouse.

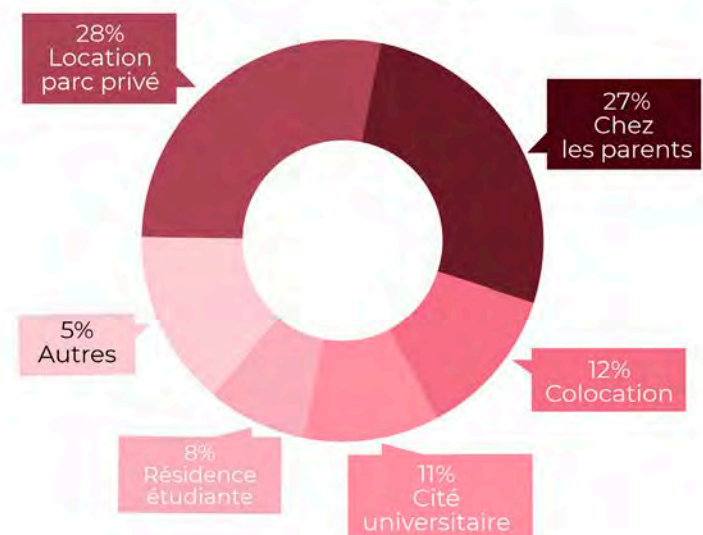
Et la pénurie de logements n'est pas la seule difficulté que rencontrent les étudiants au moment de trouver un toit. Le prix du loyer, les frais d'agences et les problèmes liés à la caution en sont d'autres. Des freins qui constituent la princi-

pale préoccupation des étudiants d'après le dernier sondage Ipsos pour le ministère de l'Enseignement supérieur. Cela s'explique par la part de leur budget qu'ils doivent y consacrer, soit près de 80 % de leurs ressources. Des inquiétudes sur lesquelles le gouvernement dit s'être penché, dans sa future loi Élan qui prévoit notamment la création d'une caution locative gratuite et d'un bail mobilité (courte durée)... Mais qui écarte l'idée d'un plafonnement des loyers.

« Le logement, principale préoccupation des étudiants »

Séverine Sarrat ✍

RÉPARTITION DES ÉTUDIANTS PAR TYPE DE LOGEMENT EN FRANCE



Sources : location-etudiant.fr, locservice.fr

Les Kapseurs, CES HABITANTS- BÉNÉVOLES *qui boostent leur quartier*

COHABITATION. Le dispositif Kaps est un bon plan pour contourner les obstacles et trouver un logement étudiant à Toulouse. C'est surtout une alternative pleine de sens permettant à des jeunes de s'impliquer dans un quartier réputé difficile. Dans une résidence neuve de Bellefontaine, six kapseurs mettent leur enthousiasme au service de leurs voisins. Reportage.

Jt



Lentement mais sûrement, les quartiers prioritaires de Toulouse changent de visage. À Bellefontaine, passées les typiques barres d'immeubles avec leurs grandes dalles de béton, la place Niki-de-Saint-Phalle dévoile un horizon plus aéré, composé d'espaces verts et de résidences neuves, comme on en voit beaucoup à Toulouse. Celle du Petit-Bois a été inaugurée en juillet 2017 et, en cette fin d'après-midi étouffante de juin, une petite fête y est organisée par les habitants. Dans la cour intérieure, plusieurs barnums ont été dressés, abritant jeux et réjouissances culinaires. Au près des nombreux enfants présents, c'est le stand de ballons gonflables tenu par Tom qui a le plus de succès. Jean-Baptiste, lui, est en pleine partie de dames tandis que Louise sert des jus de fruits à tour de bras. Ces trois étudiants ne sont pas des animateurs d'un soir mais bel et bien des habitants de la résidence. Plus précisément des "kapseurs", comme ils se nomment eux-mêmes. Contre un accès facilité (loyers modérés, baux individuels) à un logement proche de leur lieu d'étude, ces derniers se sont engagés à offrir de leur temps pour des actions solidaires au sein même de leur immeuble. Créé par l'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev) en 2010 dans trois métropoles pilotes, dont Toulouse, le dispositif Kolocations à projets solidaires (Kaps) est aujourd'hui présent partout en France. « Les seuls critères sont d'avoir moins de trente ans, de consacrer deux heures par semaine à l'accompagnement d'un jeune du quartier et trois heures à un projet collectif qui varie selon les endroits. Le but est de permettre à des jeunes de vivre autrement leur habitat en s'impliquant

au quotidien, tout en favorisant la mixité sociale dans ces quartiers. Sans ce système, les étudiants n'auraient pas accès à des appartements de ce type, dans le parc social », explique Morgane Pagès, chargée de mission Kaps à l'Afev Toulouse. Pour la rentrée universitaire 2018, l'association disposera de 112

« Sans ce système, les étudiants n'auraient pas accès à des appartements de ce type, dans le parc social »

places en colocation : neuf à Colomiers comme à Bellefontaine et 94 au sein d'un même immeuble de la Reynerie, le Petit Varèse, rénové en 2013. Tous les logements sont dotés de trois à six chambres, meublés, équipés et conçus avec des espaces collectifs.

« Au Petit-Bois, ce qui est intéressant, c'est que tout est neuf. C'est aux jeunes de se faire connaître de leurs voisins et de mettre en place une dynamique », avance Morgane Pagès. Ils sont six à l'heure actuelle, répartis en deux appartements. Pour l'organisation de la

fête, qui fait partie de leurs actions solidaires, ils ont fait le tour de la résidence afin de convier les habitants. Et au vu des sollicitations incessantes des enfants, ils sont déjà bien identifiés. « On est repérés comme les petits jeunes qui ont envie de faire des choses. Pendant l'année, on a aussi participé au projet de jardin partagé de l'immeuble avec les habitants. Ça a super bien marché ! Le fait qu'on vive sur place instaure forcément de bons rapports », se réjouit Louise, jeune bretonne inscrite en lettres modernes à l'université Jean-Jaurès.

Après avoir découvert une annonce sur leboncoin, rempli un formulaire et s'être soumise à un entretien individuel, elle n'a pas hésité à se lancer : « L'engagement est quelque chose qui me tient à cœur, j'y avais déjà réfléchi mais on ne sait pas toujours comment s'y prendre. Là, c'était le prétexte parfait », confie celle qui partage son appartement avec Stefania, étudiante inscrite en école d'éducateur spécialisé et Sarah, en école d'ingénieur. « Je ne connaissais personne en arrivant. Grâce à ce système, je n'ai pas eu juste deux colocs mais une centaine.



© Franck Alik, J.T.

Il y a une réelle communauté de kapseurs, les anciens reviennent faire la fête avec les nouveaux, c'est idéal pour s'intégrer. Jean-Baptiste, lui, a rejoint Bellefontaine en décembre, par le bouche-à-oreille : « J'étais au courant de la réputation du quartier et c'est vrai qu'en débarquant de mon petit village à côté de Carcassonne, ça fait un choc. Mais je n'ai eu absolument aucun problème. Je suis à côté de la fac, pas loin du centre-ville,

l'appart est nickel et je me rends utile pour mes voisins... Que du bonheur ! » dit en souriant l'étudiant en histoire de 19 ans.

S'ils ne restent pas tous à Bellefontaine l'année prochaine, les "kapseurs" ont joué le jeu de la solidarité avec plaisir. « Nous avons mis en

place un système d'attribution volontairement lourd, parce que la démarche nécessite d'y adhérer complètement. Finalement, bien plus que l'immersion dans un quartier réputé difficile, c'est la vie en coloc, comme partout ailleurs, qui peut parfois poser problème. Même s'il y a déjà eu des mariages Kaps », évoque fièrement Morgane Pagès.

« On est repérés comme les petits jeunes qui ont envie de faire des choses »

Nicolas Mathé ✍

LA TÊTE D'AMPOULE

Quelle place pour LE PRIVÉ ?

GROOM. Si les places y sont plus chères, les résidences privées ont l'avantage d'être à proximité des lieux d'étude et de proposer de nombreux services. Pour Philippe Campinchi, délégué général de l'Association interprofessionnelle des résidences services étudiants (Aires), elles sont une solution efficace pour désengorger le secteur.

Des offres tout compris. Parking, local à vélos, laverie, photocopieuse ou Internet gratuit vont de soi dans les résidences étudiantes privées, qui proposent aussi, pour la plupart, la location de linge ou de vaisselle, le prêt d'un fer à repasser ou d'un aspirateur, des salles de loisirs, de restauration ou de travail. Dans les plus confortables, parahôtelières, on trouve un service de petit-déjeuner, de ménage, une salle de sport, voire un sauna ou une piscine ! En général bien situés, à proximité des campus universitaires et des transports en commun, « ces immeubles collectifs sont également des lieux de rencontre », souligne Philippe Campinchi, délégué général de l'Association interprofessionnelle des résidences services étudiants (Aires). « D'autant qu'ils accueillent souvent une grande proportion d'étudiants étrangers : il y a une vraie mixité entre pairs, très enrichissante. » Détails qui ont leur importance, il n'y a pas de problème de voisinage et « le fait que les étudiants ne soient pas disséminés dans la ville simplifie la diffusion de message à leur intention, notamment de santé publique. » Enfin, la vidéosurveillance ou le gardiennage garantissent aux parents un environnement sécurisé pour leurs enfants.

Selon l'expert, ces résidences permettent de désengorger un marché en saturation et d'assurer une certaine régulation urbaine : « Dans les villes qui n'en ont pas construit suffisamment, comme Grenoble ou Lille, certains quartiers sont littéralement squattés par les étudiants et les loyers flambent ! Ce n'est pas le cas à Nantes, qui est pourvue, à l'inverse, de nombreuses résidences. » La trentaine que compte Toulouse contribue à la classer régulièrement parmi les villes étudiantes les moins onéreuses du pays. Studio, deux pièces, ou T3 pour des colocations, le loyer moyen en France y est estimé à 561 euros par mois, selon l'étude annuelle du site locservice.fr : « Des loyers qui sont encore trop élevés parce que les terrains sont toujours trop chers », se plaint Philippe Campinchi.

Pour libérer de la place en ville et faire baisser la pression immobilière, il suggère de faciliter les procédures de reconversion des locaux professionnels, et de transformer en logement les bâtiments de bureaux vides. Il imagine même d'exploiter une partie du patrimoine des établissements d'enseignement supérieur : « Avec l'évolution technologique et ses conséquences sur les méthodes d'apprentissage, il n'est pas sûr que dans une décennie, on ait encore besoin d'amphis dans les facultés. Certains locaux pourraient être réhabilités en habitations et les universités toucheraient ainsi des loyers. » Philippe Campinchi propose enfin de modifier le calendrier universitaire, pour que les résidences ne soient pas engorgées à la rentrée et à moitié vides à partir de février, quand commencent les stages : « C'est un casse-tête pour les gestionnaires et une mauvaise utilisation des locaux. Si, comme cela se fait dans certains pays asiatiques, il y avait deux rentrées universitaires à six mois d'intervalle, l'occupation des lieux serait optimale. »

Philippe Salvador ✍

PHILIPPE CAMPINCHI

> À la tête d'une agence de conseil éponyme, Philippe Campinchi est délégué général de l'Association interprofessionnelle des résidences services étudiants (Aires) et coanimateur des Rendez-vous du logement étudiant (RDVLE). Au début des années 1990, il fut président du syndicat étudiant Unef-ID.



Jt

👍 LA SOLUTION DE LA SEMAINE 👍

ON A ÉCHANGÉ nos familles

Troquer sa famille et sa chambre contre celle d'un autre étudiant pour faire ses études où on le souhaite. Un concept simple, mais encore fallait-il y penser. C'est en tout cas l'idée de Swap ans Study, lancé par deux Palois, Richard Girardot et Lionel Martinez, et un Toulousain, Sylvain Baradac. Eux-mêmes « confrontés à la problématique du logement étudiant » pour leurs propres enfants, comme l'explique Lionel Martinez, ils décident de créer en 2015 cette plateforme totalement gratuite. Leur site Internet permet aux utilisateurs, après s'être inscrit et avoir renseigné la nature et la durée de l'échange souhaité, d'entrer en contact avec d'autres personnes et de faire un "swap" (échange en anglais) de leur chambre et de leur famille, le temps d'une année universitaire ou même d'un stage. Le but étant d'être « accueilli dans



une famille et d'y vivre comme si celle-ci était la sienne », le site « ne fixe pas de règles particulières », précise Lionel Martinez. « Ce sont les usagers eux-mêmes qui vont établir leurs propres chartes d'échange et de vie. Ils décident ensemble s'il faut inscrire ou pas le nom sur la boîte aux lettres ou qui fait la vaisselle par exemple. » Cette alternative au logement étudiant permettrait « 14 000 € minimum d'économies annuelles cumulées pour les familles », révèle le site Internet, puisque cela évite les dépenses liées au logement (loyer, déménagement, charges locatives...). Aujourd'hui, "Swap and Study" revendique plus de 2 000 inscriptions. Et si, au départ, ceux-ci étaient surtout français, la plateforme fonctionne dans le monde entier : un tiers de ses utilisateurs sont étrangers, la plupart canadiens.

Thanina Abdoun ✍

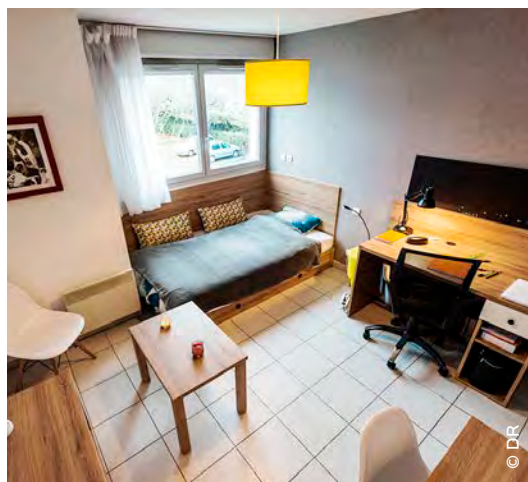
Jt



LA COLOCATION de ses rêves

La colocation présente de nombreux avantages. Pour partager les frais et éviter la solitude, elle séduit toujours plus de jeunes. Mais elle peut aussi vite tourner au cauchemar. Pour pallier ce problème, la plateforme toulousaine Bubbleflat a développé un système de mise en relation d'étudiants ou de jeunes actifs par affinités, afin de repérer la colocation idéale. Selon différents critères tels les centres d'intérêt, le mode de vie ou encore le lieu d'études, l'utilisateur pourra trouver son ou ses partenaires de logement adéquats.

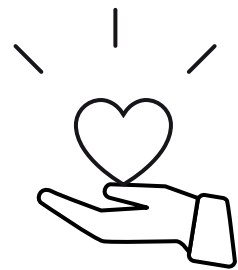
🔗 bubbleflat.com



Un appartement, LE TEMPS D'UN STAGE

Il s'avère parfois compliqué pour un étudiant d'accepter un stage dans une ville où il ne connaît personne. La question du logement est souvent le premier frein. Pour cette raison, la société Suitétudes facilite l'accès aux appartements de ses résidences pour tous les étudiants en stage ou en contrat saisonnier, de février à août. En pratique ce sont des loyers réduits, pas de caution ni de garant exigés et aucuns frais de dossiers. Au vu de son succès, cette offre sera reconduite dès février 2019.

🔗 suitetudes.com



La cohabitation INTERGÉNÉRATIONNELLE

Dans une optique solidaire, l'association Mieux Ensemble propose une alternative au logement traditionnel dans l'agglomération toulousaine : la cohabitation intergénérationnelle. En échange d'une solution d'hébergement à moindre coût, l'étudiant ou jeune actif consacre un peu de son temps au senior chez lequel il réside. L'idée est de favoriser l'accès à un logement pour les jeunes, tout en apportant une présence régulière et rassurante ainsi qu'un complément financier pour les personnes âgées.

🔗 mieuxensemble-toulouse.fr



© association mieuxensemble



VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

UN STUDIO à la campagne

Pourquoi ne pas réviser dans le pré? L'association Campus Vert met en relation des étudiants avec des agriculteurs susceptibles de les accueillir dans leur exploitation. Une initiative née de trois producteurs de Béthune, dans le Pas-de-Calais, au milieu des années 1990: «Au moment où un changement de normes avait rendu certaines installations agricoles inutilisables, la décentralisation universitaire amenait beaucoup d'étudiants dans des villes moyennes qui n'avaient pas de quoi les loger», raconte Odile Colin, la directrice de l'association.

Chacun y trouve son compte. Accompagné tout le long de son projet, l'agriculteur qui rénove un bâtiment peut en amortir les travaux ou toucher un complément de revenu. Au nombre de six au maximum par exploitation, équipés et meublés, les studios qu'il met à la location répondent à un cahier des charges très précis: «L'université ne doit pas

se situer à plus d'un quart d'heure en voiture et l'agriculteur, tenu d'habiter les lieux, s'engage à rendre certains services, comme proposer un panier fermier ou organiser des barbecues.» De son côté, l'étudiant bénéficie de tarifs, fixés par l'association, de 25 à 30% moins élevés que la moyenne locale. Cela compense notamment des frais de déplacement forcément plus importants, dans des zones souvent peu desservies par les transports en commun: «Cependant, 60% disposent d'un véhicule et nous leur proposons un service de covoiturage sur notre site», précise Odile Colin.

C'est via cette plateforme que les propriétaires et leurs futurs locataires se rencontrent, tout en «décongestionnant le marché de l'habitat étudiant, en valorisant le patrimoine et en dynamisant un territoire». Aujourd'hui, Campus Vert, devenue nationale, recense 500 logements dans les Hauts-de-France, en Bretagne et en Île-de-France. Et compte bien s'étendre encore: «Notre souhait est de couvrir toute la France!» lance la directrice.

Philippe Salvador ✍



Jt



JEUDI 28 JUIN 2018

Casino théâtre barrière
CONFERENCE - SPECTACLE

“BIENHEUREUX LES *fêlés*
CAR ILS LAISSERONT PASSER
LA LUMIÈRE

LE POUVOIR DU RÊVE

Michel AUDIARD ”

AVEC LA PRESENCE
RAMA YADE
PHILIPPE CROIZON

ANIMATIONS AVEC
HELIOS AZOULAY
SEBSEB



www.soireecjdtoulouse.fr

ET MAINTENANT ?

Ça ressemble à quoi, L'HABITAT PARTICIPATIF ?

PARTAGE. Inauguré le 20 juin dernier le plus gros projet d'habitat participatif de France se trouve à Toulouse, dans le quartier de la Cartoucherie. Comment vivent les résidents de cet îlot participatif de quatre immeubles ? Reportage.

L'ensemble d'immeubles Aux 4 Vents est toujours ouvert aux habitants du quartier. Alors que les premiers occupants sont entrés dans les lieux en janvier, les accès à la cour intérieure ne sont pas encore verrouillés. Sur les vitres des salles communes, on peut voir des photos, symboles de la diversité (36 nationalités différentes) des 152 personnes qui résident dans les 89 logements. Si chacun reste chez soi, de nombreux espaces communautaires ont été aménagés. Atelier créatif ou de bricolage, buanderie, salle de répétition pour les musiciens, cuisine partagée pour les repas de groupes... Tout est pensé pour favoriser les échanges et mutualiser les ressources. Une salle commune de 130 m² est également ouverte au public. Géré par le Groupe des Chalets et porté par les associations Aux 4 Vents Toulouse et Abricoop (ex-La Jeune Pousse), ce projet d'habitat participatif se compose d'accession sociale à la propriété, de logements classiques et d'habitat social. Dans le dernier immeuble, occupé depuis mars, la démarche est encore différente puisque les résidents se sont constitués en coopérative. « J'y suis entré pour sortir du carcan de l'immobilier traditionnel et de la propriété privée. Il y a aussi un côté écolo parce que je suis favorable à une ville dense avec des constructions hautes », explique Ludovic, qui occupe un appartement avec sa femme et ses trois enfants. Dans la pièce commune de ce bâtiment, journaux et livres sont accessibles à tous. Un tableau récapitule



les tâches à effectuer en cours d'exécution. À chacun de s'en charger en fonction de ses capacités et de son temps. Au mur, un calendrier des matchs de la Coupe du monde de football rappelle qu'un écran est à disposition pour les soirées foot ou ciné. On peut même profiter de la tireuse à bière. Trois chambres d'amis accueillent

« Pour les gens qui aiment le contact, c'est sensationnel »

les visiteurs de passage au sein de l'immeuble. « Pour les gens qui aiment le contact, c'est sensationnel », assure Tess, ancienne agricultrice à la retraite qui cherchait un modèle participatif depuis longtemps. Françoise, qui a « toujours voulu vivre en communauté », certifie en riant que c'est même « mieux que ce [qu'elle] imaginait ». « Ce sont les valeurs de solidarité, de démocratie, d'écologie, de partage qui m'ont attiré », explique de son côté Sylvain, ancien ingénieur aéronautique en reconversion dans l'économie sociale et solidaire. Tout nouveau, tout beau, aurait-on tendance à penser. Pourtant, personne ne craint l'avenir. « Pour beaucoup, on se connaît depuis longtemps au sein de l'association La Jeune Pousse. Notre immeuble est un

peu différent mais je trouve cela sain que tout le monde n'aille pas dans le même sens. Il y a un fonctionnement interne, on expérimente beaucoup », rétorque Ludovic. Pour les membres de la coopérative, une réunion par semaine permet d'échanger sur tous les sujets. Et tous les mois, l'ensemble des occupants des 4 Vents sont conviés à partager leurs idées en plus de commissions spécifiques sur des points précis. « La question de la cohabitation avec les autres immeubles se posait. Au final, ils sont porteurs de plein de propositions et parfois plus impliqués que nous », reconnaît Sylvain.

Paul Périé ✍

ÇA BOUGE !

La CHAÎNE DE VÉLO d'Occitanie

ÉCHAPPÉE. La Région change de braquet. Son agence de développement économique lance la Vélo Vallée qui regroupe les acteurs occitans de la filière pour la développer et la faire rayonner à l'étranger.



Et si, après l'aéronautique, l'espace ou les véhicules intelligents, l'Occitanie dominait aussi le marché du vélo ? Une trentaine de structures parmi la cinquantaine que compte la filière dans la région s'est fédérée au sein de la Vélo Vallée, dont le siège est à L'Isle-Jourdain, capitale gersoise de la petite reine. Matières premières, fabrication, distribution, développement numérique, services, sport... Ce cluster, premier du genre en France, est ouvert à tous les acteurs du vélo : « C'est l'occasion de les faire se rencontrer, de les réunir dans un environnement très favorable, pour qu'ils puissent tisser des liens industriels », entrevoit Nadia Pellefigue,

vice-présidente de Région en charge du développement économique, qui accompagne ce regroupement. Afin de faire rayonner son nom, le cluster assurera des ateliers thématiques, participera à des salons ou tentera d'obtenir des labels. Il établira également le cahier des charges des formations nécessaires « pour des métiers de demain », comme les qualifie l'élue. En très forte croissance, le secteur a réalisé l'an dernier plus de 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France, où il s'est écoulé 2,8 millions de cycles, davantage que de voitures. « L'Occitanie souhaite se tailler la part du lion ! Nous avons tous les atouts pour y parvenir », lance Nadia Pellefigue qui, par ailleurs, veut faire de la Région la première destination vélotouristique du monde.

Philippe Salvador ✍

GRAND ANGLE

Quels recours face à l'augmentation DE LA PAUVRETÉ EN OCCITANIE ?

PRÉCARITÉ. Alors que la polémique enfle sur l'efficacité des aides sociales, le nombre de personnes en difficultés financières continue toujours d'augmenter, y compris en Occitanie. Pour tenter d'y faire face, les associations déploient toute leur ingéniosité à construire des dispositifs souples et ouverts permettant d'accueillir les plus démunis.

Mi-juin, l'Insee publiait son tableau de bord annuel sur l'état de la pauvreté en Occitanie. La région est sur le podium français en ce qui concerne le taux de chômage (12%) et le nombre d'allocataires de minima sociaux (418 000). Au total, sur le territoire, un quart de la population de moins de 65 ans, soit plus d'un million de personnes, se trouvent en situation de précarité financière, sans que leurs ressources cumulées ne dépassent le seuil de pauvreté*. En Occitanie, le revenu des 10% les plus modestes est même inférieur à 6100 euros par an.

Face à cette situation, les services de l'État peinent à répondre à l'ensemble des besoins et les organismes comme le 115 (hébergement d'urgence) sont souvent saturés. D'où le développement d'un réseau d'associations qui oeuvrent auprès des plus grands précaires de l'agglomération toulousaine. Depuis 12 ans, un collectif inter-associatif regroupant une vingtaine de structures a ouvert dans la ville une halte de nuit, aujourd'hui gérée par les travailleurs sociaux de l'Association des cités du Secours catholique. Concrètement, explique Anne Barreda, directrice locale de l'ACSC, « la halte est un lieu qui per-



© Franck Aïx / JT

met d'accueillir les personnes que les bénévoles rencontrent au cours des maraudes nocturnes, et qui ne sont pas en mesure de prétendre à l'hébergement d'urgence.»

La halte leur offre la possibilité de se reposer sur des banquettes, d'être au chaud, de prendre une douche, sans les obliger à se séparer de leurs animaux. En 2017, 150 personnes différentes ont eu recours à cette halte de nuit toulousaine, avec environ 25 par jour minimum. « Pour sortir de la rue, il faut accompagner les personnes, la halte est en quelque sorte la première étape du parcours rési-

« En trois mois, nous arrivons à régulariser les situations et ouvrir les droits aux minimas sociaux »

dentiel », résume Anne Barreda. Un parcours de longue haleine dans lequel une multitude de structures interviennent : les services de l'État, avec le 115 et l'accueil d'urgence bien sûr, mais aussi des dispositifs plus souples et moins contraignants comme la Maison de Paléficat, gérée par l'Union Cépière Robert Monnier (UCRM), présente depuis 70 ans à Toulouse et au-delà en Occitanie. Pour Hélène Mayer, directrice du pôle logement et hébergement, « un certain nombre de jeunes précaires dans le centre-ville sont invisibles pour les statistiques car ils ne parviennent pas à entrer dans le cadre des services d'urgence, notamment parce qu'ils ont des animaux ». La Maison de Paléficat, dans

le quartier de la Cépière, permet justement d'offrir un lieu communautaire pour une dizaine de personnes de 18 à 30 ans, avec des espaces privatifs fermés et une présence régulière en journée des travailleurs sociaux : « En trois mois, nous arrivons à régulariser les situations et à ouvrir les droits aux minimas sociaux. »

Ce n'est qu'à ce moment-là que se pose la question du projet professionnel, avec les écoles de la deuxième chance ou les Apprentis d'Auteuil. Toute une chaîne de la solidarité essentielle à la survie des personnes les plus en difficultés, qui alerte de nouveau le gouvernement sur le manque de solutions d'hébergement pour les personnes en situation de précarité.

*Pour l'INSEE, ce seuil de pauvreté équivaut à 60% du revenu médian, soit 1015 euros mensuels, aides sociales et impôts compris.

Grégoire Souchay ✍

À LA LOUPE

APPRENDRE le français pour mieux S'INTÉGRER

INTÉGRATION. L'Université fédérale de Toulouse dresse le bilan du Dispositif langues accueil migrants (DILAMI), créé il y a un an. Mis en place pour offrir un accompagnement linguistique et culturel aux migrants et demandeurs d'asile, le programme a aussi pour but d'aider à leur insertion



© DR

Lancé il y a tout juste un an, le Dispositif langues accueil migrants (DILAMI) offre un accompagnement linguistique et culturel à 120 migrants et demandeurs d'asile, ayant un niveau bac ou équivalent, pour les aider dans leur insertion sociale, professionnelle ou universitaire. Organisé en deux groupes de 60 étudiants chacun, le programme bénéficie d'un budget de 170 000 euros par an cofinancé par la Région, l'Université fédérale de Toulouse et l'Agence universitaire de la francophonie (AUF). Selma, une demandeuse d'asile venue de Turquie, raconte que le DILAMI l'a « aidée à mieux s'intégrer socialement » et lui a permis

de « gagner en confiance et en autonomie ». Pour Tepey Matos, une des responsables de cours, cela s'explique par le fait qu'« au-delà de l'aspect linguistique, le dispositif essaie d'accompagner les étudiants à l'extérieur des salles de cours ». Pour la première année, sur les 60 apprenants du groupe 1, on dénombre 16 personnes inscrites dans un cursus universitaire de français langue étrangère, un ingénieur en reprise d'emploi et six bénéficiaires en reprise d'études, à l'image de Walaa, une Palestinienne apatride de 27 ans. Arrivée en France en novembre 2016 avec quelques notions de français, elle a intégré DILAMI en juillet 2017. Le dispositif lui a permis d'atteindre le niveau B2 de langue requis pour débiter une formation dans l'enseignement supérieur, ce qu'elle compte faire dès la rentrée prochaine. « Je vais essayer de tout faire pour me rendre utile à ce pays et vous montrer que vos efforts ne seront pas pour rien », promet Selma.

Thanina Abdoun ✍

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

QUELLE DÉMOCRATIE pour Toulouse métropole ?

VOTE. Élire les représentants métropolitains au suffrage universel direct lors des élections municipales de 2020. C'est l'idée proposée par un article de la loi Modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (Maptam). Mais trois ans après sa validation, le texte est en passe de rester à l'état de projet.

Et si les conseillers métropolitains étaient élus au suffrage universel direct? Cette idée est celle de l'article 54 de la loi Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (Maptam), votée en 2014 et qui, techniquement, devrait être appliquée en 2020. Aujourd'hui, pour les 37 conseillers communautaires de Toulouse Métropole, c'est le système dit du fléchage qui prévaut. Ils sont élus en fonction de la place qu'ils occupaient sur les listes électorales des municipales. En clair, ce ne sont pas les citoyens qui les choisissent directement. Une configuration qui, d'après le Conseil de développement (Codev) de Toulouse métropole, cause un déficit démocratique, la collectivité ayant en charge des dossiers clés comme le développement économique des villes, l'aménagement du territoire ou encore les transports. Cette instance consultative, qui assure un lien entre l'institution et la société civile, s'est donc prononcée en faveur de la loi Maptam. «*Peu de gens le savent, mais la métropole détient beaucoup de compétences, les communes gèrent peu de choses au bout du compte. Cette loi visait à combler ce déficit. Mais, pour qu'elle soit appliquée en 2020, il faut que le gouvernement tranche avant la fin de l'année*», avance Pierre Lefevre, coordinateur du Codev.

DES FREINS IMPORTANTS

La ligne du Codev est aussi celle de certains élus métropolitains. «*La métropole dispose d'un budget d'un milliard d'euros. C'est inquiétant de voir que les intercommunalités se sont développées sans mettre ce suffrage en place*», souligne Antoine Maurice, conseiller EELV. Même son de cloche pour le socialiste Romain



Cujives : «*Les enjeux de l'intercommunalité ne sont plus à démontrer mais il y a une forme d'absence de clarté pour les électeurs. C'est la conséquence d'un scrutin indirect. Le suffrage universel direct est une question de démocratie.*» Mais Robert Medina, élu LREM et maire de Mondouzil, village de 242 habitants et plus petite municipalité de l'agglomération s'inquiète : «*Ce suffrage empêcherait des communes comme la mienne d'être présentes à la métropole.*» Une difficulté qu'entend Sacha Briand, élu Les Républicains et président du groupe majoritaire Métropole d'avenir : «*Je comprends les réticences de certains mais c'est une évolution inéluctable qui correspond à une logique démocratique.*» Une évolution inéluctable que le Sénat rejette. En avril dernier, il adoptait une proposition de loi pour supprimer l'article 54 de la loi Maptam. Et si le gouvernement peut encore trancher d'ici la fin de l'année, la question ne semble pas à l'agenda de l'exécutif.

Vanessa Vertus ✍

Un Toulousain
mènera
LA FRANCE
INSOUMISE
aux européennes



Finis le scrutin régional. Les prochaines élections européennes seront organisées sur la base de listes nationales. Et pour la France Insoumise, c'est le Toulousain Manuel Bompard, déjà directeur de la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon en 2017, qui sera tête de liste. Il formera un binôme avec Charlotte Girard, coresponsable du programme présidentiel de la France Insoumise. La question de la place officielle de numéro 1 n'a pas été tranchée.

POLITIC' PORTRAIT

Cécile RAMOS

L'opiniâtre



Le parcours de l'élue socialiste est marqué par un engagement tenace pour améliorer les conditions de vie des personnes âgées. Rencontre avec une femme impliquée, pour qui la politique, c'est avant tout les autres.

Adjointe au maire en charge des personnes âgées et des seniors entre 2008 et 2014, Cécile Ramos n'a pas cessé depuis de s'intéresser aux politiques dédiées au troisième âge. Actuelle élue municipale d'opposition, membre du groupe socialiste, la fonctionnaire d'État de profession aimerait contribuer à changer le rapport entre la gauche et les seniors. La gauche justement, est sa famille politique depuis longtemps. «*J'ai grandi à Toulouse auprès de grands-parents d'origines espagnole et portugaise. Mon grand-père avait fui la dictature de Salazar pour la France à 14 ans ! Chez nous, on parlait beaucoup de politique, elle se vivait*», raconte Cécile Ramos.

À 20 ans, alors qu'elle étudie la philosophie, la jeune femme décide de s'engager. «*En écoutant l'histoire de mes grands-parents sous des régimes dictatoriaux, je me demandais comment faire pour ne pas en arriver là ?*» Sa réponse sera d'intégrer le Parti radical de gauche où sa conscience politique s'aiguise, notamment en soutenant la candidature de Christiane Taubira à la présidentielle de 2002. Cinq ans plus tard, un coup de fil de Pierre Cohen, tout juste élu au Capitole, donne une nouvelle orientation à son parcours. «*Il a fait le choix audacieux de me demander d'être adjointe au maire en charge des seniors alors que j'avais 33 ans !*», raconte-t-elle.

Pour mener à bien sa mission, elle commence «*par beaucoup d'observation et d'empathie*». Elle met notamment en place le dispositif de réhabilitation du logement pour les personnes âgées ayant de faibles revenus ou encore la gratuité des transports pour l'ensemble des seniors. Au cours de ce mandat, elle prend aussi «*conscience de l'enjeu environnemental, au contact de [ses] collègues écologistes*». Critique au sujet de la loi Élan sur le logement, Cécile Ramos suit de près les dossiers concernant le troisième âge en particulier «*autour de l'enjeu du maintien à domicile*». Un engagement constant, peu importe l'étiquette politique. En 2017, après plus de 20 ans au PRG, elle quitte cette formation en raison de la fusion avec le parti radical valoisien pour le PS.

Maylis Jean-Préau ✍

SORTIR

Concerts et guinguettes aux bords de l'eau, L'ART DE LA CONVIVENCIA



ÉCLUSES. Du 24 juin au 27 juillet, le festival Convivencia revient pour une 22^e édition. Basé sur le vivre ensemble, il propose, dans toute l'Occitanie, des soirées multiculturelles sur les bords du Canal du Midi. Dans une ambiance festive, musiques, animations, ateliers et surprises sont à découvrir.

Chaque année, le temps d'un été, la péniche Tourmente large les amarres, se transforme en scène de concert itinérante et navigue sur le Canal du Midi. Dans toute l'Occitanie, à chaque escale, des artistes de tous les horizons animent les soirées, du coucher de soleil à tard dans la nuit. Le bateau devient alors pendant un mois, l'emblème de la "convivencia". Un mot symbolique qui signifie "vivre ensemble" dans les langues occitane, portugaise et espagnole, et qui a donné son nom à l'événement.

Ce terme fédérateur inspire le concept du festival. « Dans un esprit de guinguette, nous voulons donner aux gens l'opportunité de se retrouver, de se rencontrer et de partager un moment de convivialité autour d'un environnement magnifique qu'est le Canal du Midi » explique Céline Vidal, codirectrice du festival. « Le public pourra danser, se restaurer, boire un coup et profiter de l'ambiance au bord du Canal. »

Sur le même ton, la programmation musicale, revendiquée "musique du monde", renforce le message d'ouverture et de gaieté porté par le projet. « C'est une chose qui nous tenait à cœur. C'est dans l'esprit de notre événement », commente Céline Vidal. « Cette programmation reflète la rencontre multiculturelle. » Durant le voyage, environ 25 groupes, soit plus de 130 artistes produiront. « Certains viennent de très loin, de Cuba, de Turquie, d'Espagne, de Palestine, d'Italie... mais aussi d'Occitanie. Cela permet d'avoir un registre avec beaucoup de sons différents, très rythmés. Il y aura des fusions entre des styles traditionnels et d'autres plus contemporains », dit, en souriant, la codirectrice. « Nous voulons proposer des prestations de qualité, sur des univers musicaux que ne connaît pas forcément le public, au plus près de chez lui. »

De la petite commune de Dieupentale dans le Tarn-et-Garonne, à Villeneuve-les-Maguelone près de Montpellier, en passant par Toulouse, la péniche traversera

la région Occitanie d'Est en Ouest. Dans les environs, elle sera à quai le 3 juillet au port Sud, à Ramonville, et le 5 juillet au port de l'Embouchure. Au total, 14 escales sont prévues. À chacune d'elles, s'ajoutent aux concerts des ateliers, animations et/ou vernissages. « Avec l'aide de partenaires, un parcours d'art contemporain et d'arts vivants est installé et à contempler tout l'été le long du Canal du Midi. Lors de certaines étapes, des balades vigneronnes sont aussi organisées pour découvrir le patrimoine vinicole de manière différente... »

Cette année, une œuvre de l'artiste Maya Rochat, créée spécialement pour la 22^e édition du festival ornera la péniche et sera visible à chaque étape. « Nous réservons encore de nombreuses surprises », se réjouit Céline Vidal. Tout est réuni pour succomber au charme de la "convivencia".

Valentin Grezet ✍

INFOS PRATIQUES :

Du 24 juin au 27 juillet.
Dans toute l'Occitanie,
sur les bords du canal
du midi,
14 escales prévues.
GRATUIT

convivencia.eu

« C'est mon patrimoine ! »

Réalisé par des jeunes, le projet participatif "C'est mon patrimoine !" a donné naissance à une carte interactive regorgeant d'informations sur le Canal du Midi, visible sur le site de l'association Convivencia. Des interviews d'artistes, de marinières, d'éclusiers, ou d'habitants, des photos, des textes et anecdotes retracent l'histoire de l'ouvrage de Pierre-Paul Riquet.



Jeux CONCOURS

Gagnez l'un
de ces cadeaux
en envoyant
un mail à : redaction
@lejournaltoulousain.fr
Mettre en objet :
Jeux concours

*Dans la limite des stocks
disponibles



LIVRE

"Ne dis rien à papa"

Fanny vit avec son mari et leurs jumeaux Victor et Arno. Leur existence serait parfaite si elle ne percevait pas, au travers des affrontements qui éclatent sans cesse entre ses enfants, chez l'un, une propension à la mélancolie et, chez l'autre, un véritable penchant pour le mal. Lorsqu'un nouveau voisin s'installe dans la grande maison, elle souhaite offrir le portrait d'une famille parfaite. Mais chaque famille a son secret et le sien est le plus terrible qui puisse exister.



LIVRE

"Les détectives du Yorkshire" Tome 2

Quand M^{me} Shepherd vient voir Samson O'Brien à l'Agence de recherche des vallons, convaincue que quelqu'un essaie de la tuer, le détective privé pense avoir affaire à une vieille dame un peu sénile. Pourtant, après une série de curieux incidents à la maison de retraite de Fellside Court, il se demande s'il n'aurait pas dû prendre la chose un peu plus au sérieux...

PUBLI-REPORTAGE

Quand TRUFFAUT voit la Ville rose en vert



ENGAGEMENT. Rapprocher les citoyens du végétal. Telle est l'ambition des Jardineries Truffaut. Au travers de son nouveau concept de boutique urbaine, le Truffaut Toulouse Grand Hôtel, l'enseigne souhaite se positionner au plus près des besoins de ses clients mais également devenir un exemple d'entreprise responsable.

C'est en plein cœur de Toulouse, dans un lieu chargé d'histoire, que les Jardineries Truffaut ont implanté leur deuxième boutique urbaine. Elle est le fruit d'un travail de coconception entre des clients toulousains et des collaborateurs. Sur les 29 salariés, 7 ont été recrutés en interne et 14 l'ont été localement. Sous la magnifique verrière du Grand Hôtel, sur 1 200 m², se déploie une offre inédite, inventive et parfois exclusive, répondant en tous points aux attentes d'une clientèle citadine, active et passionnée de végétal. Ainsi, les Toulousains peuvent désormais découvrir un nouvel espace entièrement adapté à leurs besoins réunissant toute la gamme Truffaut, organisée en trois grands secteurs : jardinage & détente, bien-être des animaux, plantes & décoration de la maison.

Au-delà d'un éventail de produits variés et résolument tournés vers une volonté de végétalisation de la ville, les Jardineries Truffaut s'inscrivent elles-mêmes dans une démarche de protection de l'environnement et de développement durable. Pour cela, Truffaut a adopté le principe des "3R" : réduire-recycler-réutiliser. À commencer par le tri des déchets, politique mise en place par la marque depuis 2011. À Toulouse, comme dans les autres magasins de l'enseigne, « les cartons, les palettes de bois, les plastiques et les déchets verts sont triés scrupuleusement pour être revalorisés », explique Christine Hennequin, directrice du Truffaut Toulouse Grand Hôtel, avant de préciser : « Depuis notre ouverture en mars dernier, la boutique a généré six tonnes de déchets. 100 % ont été triés via la société Paprec. »

Les emballages dits "de caisse" ont également été victimes de la chasse au gaspillage lancée par Truffaut. Depuis le début de l'année, la marque a banni les poches en plastiques. « Nous gardons des cabas en toile et n'utili-

sons plus que du papier kraft pour emballer les produits », témoigne la directrice de la boutique toulousaine.

Et pour aller encore plus loin, Truffaut teste, depuis 2009, les pots biodégradables pour limiter au maximum l'usage de plastique. À base de betteraves, d'amidon de céréales, d'épluchures de pomme de terre et, depuis le printemps dernier, de fibres de bois, cette nouvelle génération de pots se met directement en terre. « En plus d'être plus respectueuse de l'environnement, cette innovation permet de ne pas traumatiser la plante lors d'une replantation », détaille Christine Hennequin.

Limiter l'impact de ses produits et de son activité sur l'environnement est donc pour Truffaut une priorité. Un principe de base pour la marque dont la signature "Plus belle sera la Terre" affirme la volonté. Pour ce faire, elle

Les trois priorités sont : l'intégration dans la vie locale, le respect de l'environnement, la préservation de la biodiversité

utilise tous les moyens imaginables, jusqu'à son mode de livraison. Situé en plein centre-ville de la Ville rose, Truffaut Toulouse Grand Hôtel, profite de l'effet de proximité pour assurer, pour la première fois, l'approvisionnement de ses clients en vélo ou vélo-cargo, en collaboration avec la start-up AppliColis, spécialisée dans la livraison écologique urbaine.

Dans cet objectif premier de respect de l'environnement, Truffaut s'engage dans la préservation de la biodiversité, notamment par sa large gamme végétale majoritairement certifiée "Fleurs de France", et par la priorité donnée au bio pour le végétal alimentaire. Des vendeurs experts guident même les clients vers les soins des plantes respectueux de l'environnement. Truffaut n'oublie pas non plus la faune dans son action de protection de la biodiversité dans les jardins. Mais en milieu urbain, cette perspective n'est pas toujours facile à atteindre.

C'est pourquoi l'enseigne vient de lancer une nouvelle gamme d'abris à insectes destinée à attirer notamment ceux qui aideront à réguler les populations de ravageurs et à polliniser les fleurs et légumes, comme les coccinelles, les papillons, les chrysopes, les syrphes ou encore les abeilles. Une façon de jardiner écologiquement, une des valeurs fortes des Jardineries Truffaut.

La FONDATION d'entreprise Georges Truffaut

Reconnecter l'Homme à la nature. Une démarche qui, pour Georges Truffaut, fondateur des jardineries éponymes, est une condition au bien-être. La Fondation de l'entreprise, créée en 2011, soutient financièrement les associations ou organismes à but non lucratif qui œuvrent en ce sens. Élaboration de jardins solidaires, projets liés aux soins et à la santé ou encore à l'insertion, autant d'initiatives qui correspondent aux valeurs de l'enseigne. En sept ans, pas moins de 300 projets ont ainsi été accompagnés par la Fondation Truffaut, dont 10 associations de l'agglomération toulousaine à l'image de Amisplé-giques, Soliha 31 ou encore Green My City.



Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr



Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.

AVIS PUBLIC



Avis d'appel public à la concurrence

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA HAUTE-GARONNE, 1 boulevard de la Marquette, 31090 TOULOUSE cedex 9
Procédure : Procédure adaptée
Objet de la consultation : Aménagement de stand pour le salon «les Pyrénéennes» à Saint-Gaudens
Caractéristiques principales : Les variantes ne sont pas autorisées
Durée du marché : de la date de notification au 17/09/2018
Date limite de réception des offres : 17 juillet 2018 à 16:00 heures au plus tard
Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation
Demandes de renseignements complémentaires, possibilité d'accès au règlement de la consultation, au dossier de consultation et de réponse par voie électronique à l'adresse https://marchespublics.haute-garonne.fr ou à l'adresse ci-après :
Conseil départemental de la Haute-Garonne - Direction de la commande publique - Pôle marchés publics - Bât. B - rez-de-chaussée - bureau B073 - 1 bd de la Marquette 31090 Toulouse cedex 9
Tél : 05 34 33 35 98 - Fax : 05 34 33 35 81 - marches.sect3@cd31.fr
Envoi à la publication le : 21 juin 2018

CONSTITUTIONS



Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Patrick LEGRIGEOIS, notaire, le 14 juin 2018, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes : Forme : société civile Objet : L'acquisition, la gestion et, plus généralement, l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés, - la vente de ces mêmes biens ou droits immobiliers pour autant toutefois qu'elle ne puisse être considérée comme un acte de commerce et ne porte pas en conséquence atteinte au caractère civil de la société, - la prise de participation dans toutes sociétés immobilières, - l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans garanties hypothécaires destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection, travaux ou autres à faire dans les immeubles de la société, - la mise en œuvre de tous travaux d'aménagement, de réfection, d'amélioration et autres à faire dans les immeubles de la société, - La propriété, l'acquisition, la gestion et la vente, pour son compte, de tous instruments financiers tels que titres, valeurs mobilières, droits sociaux... de toute nature (à l'exclusion de ceux entraînant pour leur titulaire la qualité de commerçant) ainsi que la souscription et gestion d'un contrat de capitalisation aux fins de gestion de la trésorerie, - Conférer aux associés, le droit d'utiliser privativement et gratuitement les immeubles sociaux, - Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société. Dénomination : «L'ILE DE» Siège : TOULOUSE (31400), 21 rue Pierre Lauzerat. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation. Capital : Apport en numéraire : CENT EUROS (100,00€) Gérants : Madame Dominique LARAIGNOU, épouse de Monsieur Alain ROTH, et Monsieur Alain ROTH, époux de Madame Dominique Marie-Thérèse LARAIGNOU, co-gérants demeurant ensemble à TOULOUSE (31400) 21 rue Pierre Lauzerat. Agrément : Les parts sont librement cessibles entre associés, toutes les autres mutations entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, de parts sociales sont soumises à l'agrément.
Immatriculation : au RCS de TOULOUSE

Pour avis Me LEGRIGEOIS,



SELARL « Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL, Notaires Associés » 56, Rue du Président WILSON, 31220 CAZERES SUR GARONNE

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Philippe CHALLEIL, Notaire associé de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée « SELARL Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL, Notaires associés », titulaire d'un Office Notarial à CAZERES SUR GARONNE (Haute-Garonne), 56 Rue du Président Wilson, le 2 juin 2018, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :
Objet : l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, l'aménagement, l'administration, la location par la conclusion de baux outoutes autres conventions d'occupation onéreuse ou gratuite à un membre de la société ou non et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. Et accessoirement, la construction et la vente de ces immeubles construits. Dénomination sociale est : OTC. Siège social : PORTET-SUR-GARONNE (31120), 8 rue du Commerce 1^{er} étage. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation. Le capital social est fixé à la somme de : DIX MILLE EUROS (10.000,00€), constitué uniquement d'apports en numéraire. Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés. Gérant : Monsieur Olivier Léonce CARTON, demeurant à PORTET-SUR-GARONNE (31120), 8 Rue du Commerce 1^{er} étage. La société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,
Le notaire.



Xavier LASSUS Avocat à la Cour 55, voie l'Occitane - Bât Actys I 31670 - LABEGE INNOPOLE Tél. : 05.61.53.25.21 - Fax. : 05.61.53.27.09 cabinet@xls-avocats.fr

JFCP Société par actions simplifiée Au capital de 100 € Siège social : 1, rue des Pâquerettes 31700 - BLAGNAC

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à LABEGE (HG) du 31 Mai 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
- Forme : Société par actions simplifiée
- Dénomination : JFCP
- Siège : 1, rue des Pâquerettes, BLAGNAC (31700)
- Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de TOULOUSE
- Capital : 100 Euros
- Objet : restauration sur place, à emporter ou à livrer.
Exercice droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Agrément : Cession, sous quelque forme que ce soit, soumise à agrément de la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.
Président : Mme Julie CARTIGNY, demeurant 4, rue des Pradelets, SAINT-ORENS DE GAMEVILLE (31650), est nommée pour une durée indéterminée.

Pour avis,

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Toulouse du 23 mai 2018, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : PELLEGRINO PIERRE
Forme sociale : SARL pluripersonnelle
Siège social : 1E Carolle Des Prieurs 31620 Castelnaud D'Estretfonds
Objet social : - La réalisation de tout type de travaux de construction, rénovation, gros-œuvre, toiture, couverture, maçonnerie générale, plâtrerie, isolation, doublage, carrelage, peinture, revêtement sol, pose parquet et tout autre matériel ; - Faire pour elle-même, en participation ou pour le compte de tiers, toute opération commerciale, industrielle, financière, ainsi que l'exploitation, la création de tout fonds de commerce de maçonnerie ou activité liée de près ou de loin aux métiers du bâtiment et/ou toutes sortes d'activités annexes à la construction pouvant notamment inclure le gros-œuvre, le second-œuvre et tout type de travaux de rénovation et de construction.
- Le conseil, l'assistance technique et la fourniture d'équipements et de services en matière d'organisation, d'agencement et de gestion pour toute activité de fabrication y compris la représentation et la commercialisation de tout produit de la construction.
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.
Capital social : 1 000 € constitué uniquement d'apports en numéraire.
Gérance : Monsieur PELLEGRINO Pierre demeurant 1E Carolle Des Prieurs 31620 Castelnaud D'Estretfonds a été nommé premier gérant de la société pour une durée indéterminée.
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

La Gérance

Par acte ssp en date du 23/05/2018, il a été constituée une SARL
Dénomination : MANADAT
Siège social : 11 Avenue Des Pyrénées 31880 LA SALVETAT ST GILLES
Capital : 1500 €
Activités principales : société de création logiciel, hébergement, audit, conseil et prestation de services informatique, vente de matériel informatique.
Durée : 99 ans
Gérance : M. FARRE Fabien 11 Avenue Des Pyrénées 31880 LA SALVETAT ST GILLES
Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Suivant acte SSP en date du 18/06/2018, il a été constitué une sas. Dénomination : CAMPILLO. Objet : La création, l'exploitation de fonds de commerce d'épicerie de produits locaux, d'épicerie fine, avec vente et consommation sur place. Siège social : 1 rue Job 31000 TOULOUSE. Capital : 5000 €. Durée : 99 ans. Président : M. Guillaume Munoz, 15 rues des Arts 31000 TOULOUSE. Directeur Général : Mme. Taos Melissa Azaïche, 15 rue des Arts 31000 TOULOUSE. Clause d'agrément : Les actions sont librement cessibles sauf si la cession dépasse 49% du capital. Conditions d'admission : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées et a le droit à une voix. Immatriculation RCS TOULOUSE.

A.P.M. TURNING Société A Responsabilité Limitée Au capital de 3 000 euros Siège social 4 Rue des Orfèvres ZAC DU GRAND NOBLE 31700 BLAGNAC

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date, du 18/06/2018, à Toulouse, il a été constituée une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :
Dénomination sociale A.P.M TURNING
Forme sociale : SARL
Siège social : 4 Rue des Orfèvres Zac du Grand Noble - 31700 BLAGNAC
Capital social : 3 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire.
Objet social : Mécanique de précision, tournage, fraisage, montage, travail en centre d'usinage.
Durée de la Société : 99 ans
Gérance : Monsieur Nicolas COMIN, demeurant 59 bis chemins lapujade - 31200 TOULOUSE.
Immatriculation de la Société au RCS de TOULOUSE.

Pour avis la Gérance

Aux termes d'un acte ssp du 22/06/2018 il a été constituée une SASU dénommée : IMAC. Objet : Gestion, conseils et management. Siège : 55 av LOUIS BREGUET 31400 TOULOUSE. Capital : 500€. Durée : 99 ans. Immatriculation RCS Toulouse. Président : CASSIN Ludovic demeurant au 12 rue Bréguet 63100 CLERMONT-FERRAND. Tant que la société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Pour avis,

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 19/06/2018 à Aussonne, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société civile immobilière
Dénomination sociale : SCI COLOMIA,
Siège social : 330 chemin de Las Argillos 31840 AUSSONNE,
Objet social : - l'acquisition d'immeubles ou de fractions d'immeubles, - la location d'immeubles ou de fractions d'immeubles, Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS,
Capital social : 100 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire,
Gérant : Monsieur Vincent BARROUSSEL, demeurant 330 chemin de Las Argillos 31840 AUSSONNE, né le 18/02/1974 à Toulouse (31).
Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas, agrément obtenu à l'unanimité des associés.
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société civile immobilière
DENOMINATION : SCI AVENIR
SIEGE SOCIAL : 11 Impasse Marcel Paul, 31170 TOURNEFEUILLE
OBJET : Acquisition, construction, gestion et propriété de tous biens immobiliers, à usage d'habitation, professionnel, commercial ou industriel, la mise en valeur, l'administration, la gestion et l'exploitation, par bail, location ou autrement de tous immeubles ainsi acquis ou édifiés, dont elle aura la propriété ou la jouissance, la prise de tous intérêts et participations dans toutes les sociétés
DUREE : 99 ans
CAPITAL : CINQ CENT EUROS
APPORTS EN NUMERAIRE : CINQ CENT EUROS
GERANCE : Monsieur SARI Samet, demeurant 31 Rue du Lot, Appartement F4, 31100 TOULOUSE
CESSION DE PARTS : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit des conjoints, ascendants ou descendants des associés, même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé. Elles ne peuvent être cédées à des tiers non associés autres que le conjoint, les ascendants ou descendants du cédant qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.
IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour avis
La Gérance,

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 18 juin 2018, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société par actions simplifiée
DENOMINATION : PROREA
CAPITAL : 100 euros
SIEGE : 6 Rue de l'Yonne, Appartement 190, 31100 TOULOUSE
OBJET : Travaux de peinture, pose de plaques de plâtre, revêtements de sols et murs, électricité, plomberie, nettoyage des chantiers.
DUREE : 99 Années
ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée.
Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
AGREMENT DES CESSIONS : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.
ORGANES SOCIAUX
Nomination sans limitation de durée.
Président : Monsieur BENYNIAT Samir, demeurant 6 Rue de l'Yonne, Appartement 190, 31100 TOULOUSE
IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour Avis et Insertion,

SAS GANNAT IMMOBILIER au capital social de 2 000 euros Siège social : 71 rue Alsace Lorraine 31000 TOULOUSE

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé du 28/05/2018, il a été constituée une société par actions simplifiée ayant les caractéristiques suivantes :
Raison sociale : SAS GANNAT IMMOBILIER
Capital social : 2.000 euros.
Siège social : 71 rue Alsace Lorraine 31000 TOULOUSE
Objet : la société a pour objet en France et dans tous pays : la réalisation d'actes d'entremises pour la réalisation d'un achat, d'une vente ou d'une location de biens immobiliers, de fonds de commerce ou de parts de société portant sur un immeuble ou un fonds de commerce. Et d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation
Président : Madame GANNAT Virginia demeurant 71 rue Alsace Lorraine 31000 TOULOUSE
Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Toulouse

Pour avis,

Par acte SSP du 21/06/2018 il a été constitué une SCI dénommée:

CHLOLICE
Siège social: 36 rue de boutelaygue 31220 CAZERES

Capital: 10.000 €
Objet: La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- l'acquisition d'un immeuble sis au 7 avenue Pasteur - 31220 CAZERES, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement dudit immeuble et de tous autres immeubles bâtis ou non bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement,

- éventuellement et exceptionnellement l'aliénation ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Gérant: Mme LEMAIRE Nathalie 36 Rue De Boutelaygue 31220 CAZERES

Cession des parts sociales : Non
Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : SMO

FORME : Société à responsabilité limitée

SIÈGE SOCIAL : 11 Route de Launaguet 31140 Pechbonnieu

OBJET : La location meublée

DURÉE : 99 années

CAPITAL : 1 000 euros

GERANCE : Samir OULD LARABI demeurant 11 route de Launaguet 31140 Pechbonnieu

IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,



Agnès SOULEAU TRAVERS
21 RUE DES FRÈRES LION
31000 TOULOUSE
TÉL 05 61 10 01 18

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 5 avril 2018, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société à Responsabilité Limitée

DENOMINATION : LE GUIDO

SIÈGE SOCIAL : 219 Avenue de Fronton 31200 TOULOUSE

OBJET SOCIAL : Restauration, pizzeria sur place et à emporter

DURÉE : 99 ans

CAPITAL SOCIAL : 600 euros

GERANTS : Monsieur Jean-Claude LAROSE et Madame Valérie BELLANGER

IMMATRICULATION : Au registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE

Pour avis,
Le représentant légal

SCI EMRATA
52 IMPASSE DE LA BARAQUETTE
BATIMENT C
31400 TOULOUSE

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution, pour une durée de 99 ans, de la S.C.I. dénommée SCI EMRATA, au capital de 500 euros.

OBJET : Acquisition, administration et exploitation de tout bien immobilier, conclusion de tout emprunt, ouverture de comptes bancaires.

SIÈGE SOCIAL : 52 IMPASSE DE LA BARAQUETTE BATIMENT C 31400 TOULOUSE

GERANCE :

- M. TARGUSI Raffaele né le 12/08/1980 à RIETI (Italie) et demeurant 52 Impasse de la Baraquette - Bât C - 31400 TOULOUSE.

- Mme MAQUET Elizabeth épouse TARGUSI née le 15/11/1985 à COGNAC (France) et demeurant 52 Impasse de la Baraquette - Bât C - 31400 TOULOUSE.

Cette société sera immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE

Pour avis et mention,
La gérance.



Avis de constitution

Forme : SARL. **Dénomination :** M&Y Coiffure. **Objet :** Le lavage, la coupe, la mise en plis, la teinture, la coloration, l'ondulation, le défrisage de cheveux, le lissage, les tresses, les brushings, la pantine, les soins, la pose d'extensions et les services analogues pour hommes et femmes. Le rasage et la taille de la barbe.

Siège social : 28 Avenue de Grande Bretagne, 31300 Toulouse. **Capital :** 500€. **Durée :** 99 ans à compter de la date de son immatriculation au RCS. **Gérance :** Mme YOUSLEY Agnime, demeurant 11 Rue Hilaire Chardonnet 31300 Toulouse. **Immatriculation** RCS TOULOUSE (31).

TRANSFERTS DE SIÈGE

Aux termes du PV d'AG du 20/06/2018 et à compter de 25/06/2018 l'associé de la SASU AUTO SERVICE CEM au capital social : 2.000 €, siège social : 55 av. L. Bréguet 31400 TOULOUSE, RCS TOULOUSE 837 732 932. Le président ISTAMOULOV Valid a décidé suite à l'acquisition de fonds de commerce de transférer le siège social de la société au 5 bis av. Paul RIQUET 31670 LABEGE. Formalité RCS Toulouse.

GEO PATRIMOINE
SAS au capital de 40 000 euros
Siège social : 118 Route d'Espagne Immeuble Le Phoenix 31100 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 532 890 290

Aux termes d'une délibération en date du 01/03/2018, l'associé unique a décidé de transférer le siège social du 118 route d'Espagne Immeuble Le Phoenix 31100 TOULOUSE au 10 rue Pouzonyville 31000 TOULOUSE et de modifier corrélativement l'article 4 des statuts.

Pour avis,
Le président

COOL'N CAMP
Société par Actions Simplifiée
au capital de 1.131,24 €
Siège social : 10 place
Alfonse Jourdain - 31000 TOULOUSE
RCS Toulouse : 811 737 832

Avis de transfert de siège social

Par décision de l'Assemblée Générale en date du 20/06/2018, il a été décidé de transférer à compter du 20/06/2018, le siège social qui était 231 rue Pierre et Marie Curie, 31670 Labège, à l'adresse suivante : 10 place Alfonse Jourdain, 31000 Toulouse.

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.
Mention au RCS de Toulouse.

Pour avis.

L'AUBERGE DE GRAGNAGUE, SCI au capital de 183€, 5 En Yot, 31590 Verfeil, 413 304 346 RCS Toulouse. L'AGE du 15.6.2018, a décidé de transférer le siège social de la société au 65 Avenue D Albi, Residence Dolcea Appt 06 Bat B, 31240, St Jean. Mention au RCS de Toulouse

CESSIONS FONDS DE COMMERCE



METIS AVOCAT

Avis de publicité

Suivant acte SSP en date du 12 juin 2018 enregistré à S.I.E. de TOULOUSE 3, le 21/06/2018, Bordereau n°2018/A 06940, la société AMBULANCES SERVICES 31 immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro SIRET 491 387 320 dont le siège social est situé 2, Place des Martyrs de la Résistance à Cazères (31220) a vendu à la société TANDEM LICENCES immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro SIRET 839 799 186 dont le siège social est situé 8, rue Bernard Piquepé à Cazères (31220), un fonds artisanal consistant en l'autorisation de stationnement de taxi n°1 délivrée par la mairie de Cazères et exploité à la même adresse moyennant le prix de 50.000 euros.

Entrée en jouissance : 12 juin 2018

Les oppositions seront reçues par Maître Christophe Lèguevaques 76, allées Jean Jaurès BAL 102 à Toulouse (31000) où domicile a été élu à cet effet, dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi.

Pour avis

Agnès SOULEAU TRAVERS
21 RUE DES FRÈRES LION
31000 TOULOUSE
TÉL 05 61 10 01 18

Avis de cession

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 15 juin 2018, enregistré au SPFE de TOULOUSE 3 le 19 juin 2018 Dossier 0218 29838, référence 2018 A 06793,

La Société PIZZA GUIDO, SARL au capital de 1 500 euros, ayant son siège social 219 avenue de Fronton 31200 TOULOUSE, immatriculée au RCS Toulouse sous le numéro 753 536 788

A vendu à :
La Société SARL LE GUIDO au capital de 600 euros, ayant son siège social 219 avenue de Fronton 31200 TOULOUSE, en formation,

Représentée par Monsieur Jean-Claude LARROSE et Madame Valérie BELLENGER Demeurant ensemble 2 chemin d'Augé 31390 MARQUEFAVE

Le fonds de commerce de fabrication de pizzas, plats chauds à emporter, sandwiches, viennoiseries, boissons non alcoolisées sis et exploité 219 avenue de Fronton 31200 sous l'enseigne PIZZA GUIDO pour lequel le Vendeur est immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 753 536 788 00015 comprenant :

- l'enseigne, le nom commercial, la clientèle, l'achalandage y attachés ;

- le fichier de la clientèle ;

- le droit au bail des locaux dans lesquels il est exploité, pour le temps restant à courir, ainsi que le droit au renouvellement dudit bail ;

- le matériel et le mobilier commercial, les agencements et installations nécessaires à l'exploitation du fonds de commerce présentement cédé, décrits et estimés dans un état ci-annexé ;

- Et plus généralement, tous les éléments corporels et incorporels composant ledit fonds et nécessaires à son exploitation.

L'entrée en jouissance a été fixée au 15 juin 2018,

La cession a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de QUARANTE CINQ MILLE euros (45 000 €) s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour TRENTE CINQ MILLE euros (35 000 €) ;

- aux éléments corporels pour DIX MILLE euros (10 000 €).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours suivant la dernière en date des publications légales au siège du fonds pour la validité et pour la correspondance à Maître Agnès SOULEAU TRAVERS, demeurant 21 rue des Frères Lion 31000 TOULOUSE

Pour insertion



SELARL FIRMAS MAMY SICARD DELBOUYS
Avocats
266 avenue de Grande-Bretagne
31300 TOULOUSE
Tél. : 05.62.47.64.64

Suivant acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 11 juin 2018, enregistré au Service des Impôts de TOULOUSE 3 le 15 juin 2018, bordereau 2018A06932,

M. Philippe POSTH demeurant 11 rue des Acacias - 31830 PLAISANCE DU TOUCH, A CEDE à la société NAVASTRO, SAS au capital de 1 000 €, dont le siège social est 11 rue des Acacias - 31380 PLAISANCE DU TOUCH, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 838 938 900, représentée par son président Philippe POSTH, un fonds de commerce de commercialisation d'instruments de marine par correspondance, sis et exploité 11 rue des Acacias - 31380 PLAISANCE DU TOUCH, moyennant le prix de 40 000 euros.

La prise de possession et l'exploitation effective par l'acquéreur ont été fixées au 11 juin 2018.

L'acquéreur est immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Les oppositions seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales, au siège du fonds cédé pour la validité et, pour toutes correspondances, au cabinet de Me Isabelle SICARD, Avocat, 266 avenue de Grande-Bretagne 31000 TOULOUSE.

Pour avis

Avis de cession de fonds de commerce

Suivant acte sous seing privé en date du 25/06/2018 enregistré à la Recette des Impôts de Toulouse le 26/06/2018 dossier 2018 31434 référence 2018A 07161 La SASU VINPHIL au capital de 800 € dont le siège social est sis 104 avenue des États Unis 31200 Toulouse RCS Toulouse n° 825 079 445 représentée par Madame Patricia Moreau présidente: A CEDE Un fonds de commerce de restauration traditionnelle exploité 104 avenue des États Unis 31200 Toulouse moyennant le prix de 20 000 € à la SARL ROLLING ROCKET au capital de 10 000 € dont le siège est sis 12, avenue Frédéric Estebe 31200 Toulouse RCS Toulouse n° 500 268 818 représenté par son gérant Monsieur Arnaud REISDORFFER. La prise de possession par le cessionnaire est fixée au 26/06/2018, l'exploitation effective par l'acquéreur au 04/07/2018 Pour la réception des oppositions dans le délai de dix jours à compter de la publicité au BODACC domicile est élu à l'adresse du fonds vendu. Pour la correspondance pendant la durée d'indisponibilité du prix les parties constituent le séquestre juridique de l'Ordre des Avocats de Paris, 11 place dauphine 75053 Paris Cedex 01, en qualité de séquestre amiable de la somme de 20 000€ (vingt mille euros) représentant le montant du prix.

MODIFICATION CAPITAL SOCIAL

CHIRURGIEN-DENTISTE AGUSTIN MAYO Société d'exercice libéral par actions simplifiée au capital de 500 € Siège social : 13, Place Lafourcade 31400 Toulouse 839 625 662 RCS Toulouse. Suivant décisions de l'associé unique en date du 01/06/2018, il a été décidé et réalisé une augmentation du capital social de 13.250 € par apports en nature pour être porté à 13.750 €. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

MODIFICATION GÉRANT(S)



Agnès SOULEAU TRAVERS
Avocat
21 rue des Frères Lion
31000 TOULOUSE

SARL DRIVER XPERIENCE

Capital social : 10 000 euros
Siège social : 42 bd de JOFRERY 31600 MURET
RCS TOULOUSE n° 828 593 350

Par assemblée générale extraordinaire du 18 mai 2018 la collectivité des associés de la SARL DRIVER XPERIENCE a constaté la démission de Monsieur Arnaud LEPILLIEZ demeurant 14 chemin de Mirebach 09350 SABARAT de ses fonctions de co-gérant, Monsieur Andy PANEK demeurant 15 bis Boulevard Aristide Briand APT 12 31600 Muret demeure seul gérant.

POUR AVIS,

DISSOLUTIONS



BLANDINE ANGLADE

AVOCAT A LA COUR
126/128 Grande Rue Saint-Michel
31400 TOULOUSE
Téléphone : 05.62.26.04.07
@Mail : avocat@notoulouse.fr

Avis de publicité

Aux termes d'un procès-verbal en date du 15 juin 2018 de la société dénommée GARAGE DU PONT SAINT MICHEL, Société à responsabilité limitée au capital de 7774,90 €, dont le siège est à TOULOUSE (31000), 2 et 2 Bis allée Paul Feuga, immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE sous le numéro 610800302, l'A.G.E. a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour et sa mise en liquidation et a nommé comme Liquidateur Mme Odile DENIS née FLORIT demeurant 11 rue du Soleilha 31320 Vieille Toulouse, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé au siège social sis à TOULOUSE (31000), 2 et 2 Bis allée Paul Feuga, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse. Mention sera faite au RCS : Toulouse.

FORME : SASU, DENOMINATION : AQUA INTERIM, au capital de 1000 €. Siège social : 9 Ter Avenue de Lyon - 31500 Toulouse. RCS Toulouse : 835 134 859. L'Assemblée Générale du 10/05/2018 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 10/05/2018 et sa mise en liquidation amiable. Liquidateur : M. Hajji Mohamed, demeurant 3775 Le Clos de Verrières - 13670 Saint Andiol. Le siège de la liquidation est fixé au siège social. Mention au RCS Toulouse.

SCI HR

Société Civile Immobilière
Au capital de : 1524,49 Euros
Siège social : Route de Carbone
Lieu dit Saintes 31410 CAPENS
414 677 849 RCS TOULOUSE

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28/02/2018, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable.

Il a été nommé en qualité de liquidateur Jean François ROMERO, demeurant 37 Avenue Aristide Briand - 31490 CAPENS et lui a été conféré les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif, acquitter le passif.

Le siège de la liquidation a été fixé au domicile du liquidateur.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Mention sera faite au RCS de Toulouse.

LE LIQUIDATEUR

Société BORDENEUVE

Société civile immobilière
Au capital de 150 Euros
Siège social :
Lieu dit BORDENEUVE
31380 PAULHAC

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 21 juin 2018, enregistré auprès du Service de la Publicité foncière et de l'enregistrement de Toulouse 3, le 25 juin 2018 et sous les références suivantes : dossier 2018 31104 Références 2018 A 07 09 4 Les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme Liquidateur Monsieur Eric BONICEL, né le 12 août 1964 à Rodez (12), de nationalité française, gérant de sociétés, demeurant Chemin de la Garenne, 31 780 CASTELGINEST, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé Chemin de la Garenne, 31 780 CASTELGINEST, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

Mention sera faite au RCS TOULOUSE.

GARAGE DES PLATANES

Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros
Siège social :Place du Château 31330
MERVILLE
RCS TOULOUSE 809 386 816

Avis de dissolution anticipée

Suite à une décision en date du 15/02/2018, Monsieur Kévin ATEK associé unique de la Société GARAGE DES PLATANES a décidé la dissolution anticipée de celle-ci à compter du 30/04/2018.

Monsieur Kévin ATEK, demeurant 11 rue Max Fischl 31700 BLAGNAC, est nommé en qualité de liquidateur et fixé le siège de liquidation Place du Château 31330 MERVILLE.

Les dépôts des actes et pièces relatifs à la liquidation seront effectués au greffe du tribunal de commerce de Toulouse.

Pour avis
Le liquidateur.

LIQUIDATIONS

GARAGE DES PLATANES

Société par Actions Simplifiée en liquidation au capital de 1 000 euros
Siège de liquidation :
Place du Château 31330 MERVILLE
RCS TOULOUSE 809 386 816

Aux termes d'une décision en date du 31/05/2018, l'associé unique, en sa qualité de liquidateur, a établi les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Pour avis,
Le liquidateur.

Pour votre DÉPÔT
d'annonces légales
et judiciaires

32 Rue Riquet • 31000 Toulouse

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr



FORME : SAS. DENOMINATION : TK BAT, au capital de 1000 €. Siège social : Lieu dit Bilarel, 31850 BEAUPUY. RCS Toulouse : 812 263 333. L'AGE du 01/02/2016 a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur M. THOMARAT Davy, 1 Bis Chemin de la Calve, de sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 01/02/2016. Mention au RCS Toulouse.

NON-DISSOLUTION

DOMO-DIAG
Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 euros
Siège social : Route de Grazac Les Monges - 31190 AUTERIVE
531 136 059 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une décision en date du 1er juin 2018, l'associé unique, statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis
La Gérance

DIVERS



SELARL
Xavier BERDOU
Delphine
FONT-BASSABER
et Delphine MARTY
Notaires associés
10 avenue du Maréchal Juin
65 100 LOURDES

**Avis de saisine de
légataire universel
Délai d'opposition**

Suivant testament olographe en date du 24 janvier 1996, Madame Marie Madeleine MARTINE en son vivant, retraitée, veuve, non remariée, de Monsieur Joseph Jean-Marie ABADIE demeurant à COLOMIERS (Haute-Garonne), 1 Allée Pierre de Ronsard, née à BARZUN (Pyrénées-Atlantiques), le 15 novembre 1925 et décédée à COLOMIERS (Haute-Garonne), le 29 janvier 2018 a consenti à un legs universel. Ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu le 13 juin 2018 par Maître Delphine FONT-BASSABER, notaire associé à LOURDES (Hautes-Pyrénées), 10 Avenue Maréchal Juin, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine, dont la copie authentique a été reçue par le greffe du Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE le 22 juin 2018.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Delphine FONT-BASSABER, notaire à LOURDES (65100), référence CRPCEN : 65028, dans le mois suivant la réception par le greffe de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Pour avis



**Avis de saisine de
légataire universel
Délai d'opposition**

Article 1007 du Code civil
Article 1378-1 Code de procédure civile
Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 12/04/2017, Mme Yvonne JOLY née MOLTO, née à ALGER (Algérie) le 24/01/1927, demeurant à TOULOUSE (31200) 163 av. des Etats-Unis EHPAD Nouvelle Orléans, décédée à TOULOUSE le 03/01/2018, a consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Me Claire DESBOUCHAGES, notaire salarié de l'Office Notarial à TOULOUSE (31), 4-5 place Wilson, le 18/06/2018, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Me Antoine GINESTY, notaire à TOULOUSE (31) 4-5 place Wilson, référence CRPCEN : 31001, dans le mois suivant la réception par le greffe de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

**BRANGER
ET AUTRES**

Société Civile Professionnelle
au capital de 1 143,37 Euros
Siège social : 36 Rue
Théophile Delcassé
09000 - FOIX
RCS FOIX : 316226331

Aux termes de décisions en date du 1er Juin 2018, l'associé unique a décidé :

- de modifier la dénomination sociale qui devient « C+2B ARCHITECTURE »
- de transférer le siège social pour le fixer du 36 rue théophile delcassé (09000) FOIX au 4 rue des saules à TOULOUSE (31400)
- de proroger la durée de la société d'une durée de 30 années, de telle sorte que la société arrivera à expiration le 9 juillet 2049
- de transformer la Société en société à responsabilité limitée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la société. La dénomination de la société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Cette transformation entraîne la publication des mentions suivantes :

Forme :
ancienne mention : société civile professionnelle
nouvelle mention : société à responsabilité limitée
Capital :
ancienne mention : 1 143,37 €
nouvelle mention : 1 143,37 €
Objet social :
l'activité de la profession d'architecte
Gérance :
Ancienne mention
Gérant : Claude BRANGER demeurant 16 Rue Joly à TOULOUSE (31400)
Nouvelle mention :
Gérant : Claude BRANGER demeurant 16 Rue Joly à TOULOUSE (31400)
Immatriculation sera faite au RCS de TOULOUSE

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Pour avis



**Jean-Pierre
REVERSAT**

Notaire
3 Voie du Bicentenaire
Alléedu Pécoup
31210 MONTREJEAU

Suivant acte reçu par Maître Jean-Pierre REVERSAT, notaire à MONTREJEAU, le 20 juin 2018. Monsieur Edouard Léon Gaston THILLIEZ, retraité, et Madame Marie-Claude ARNAL, retraitée, son épouse, demeurant ensemble à TOULOUSE (31000) 23 Rue d'Aubuisson. Nés, Monsieur à LILLE (59000) le 28 décembre 1947, Madame à MEKNES (MAROC) le 21 Mars 1948, mariés à la mairie de MILLAU (12100) le 9 Septembre 1978 sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts. Ont adopté, pour l'avenir, le régime de la communauté universelle avec clause d'attribution au survivant. Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Maître Jean-Pierre REVERSAT, notaire à MONTREJEAU (31210)

**ASSURANCES-
HOTEL.COM**

Société par actions simplifiées
Aucapital social de 1000 Euros
Siège social : 1 RUE DU PONT
GUILHEMERY 31400 TOULOUSE
SIREN 810 840 256 R.C.S.TOULOUSE

Le 11 juin 2018, par assemblée générale extraordinaire les actionnaires ont décidé

- de prendre pour nouvelle raison sociale : SAS les TROIS FLECHES
- de prendre pour nouvel objet social : l'acquisition la gestion et la location de tout bien immobilier.

Pour avis

Avis de transformation

Aux termes d'une AGE du 25/06/2018 il a été décidé de transformer l'association Ethikis Ad Civis, régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée à la préfecture de Haute-Garonne (31), le 09/03/2017, sous le n° W313025958 et publiée au J.O. du 25/09/2017 et au RCS de Toulouse sous le n° 828 520 874, en société coopérative à responsabilité limitée à capital variable régie par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 et les dispositions réglementaires en vigueur.

Dénomination : Ethikis Ad Civis.
Objet : L'organisation et la commercialisation de toute prestation de services, de formation et le développement d'outil à destination des entreprises, des collectivités et des particuliers, visant à promouvoir une éthique dans le domaine de la consommation et des usages.
Durée : 99 ans à compter de la déclaration de l'association en préfecture.
Capital variable : 10 000 €. Ne peut être inférieur ni à 9 000 € ni au 1/4 du capital le plus élevé atteint.
Siège social : 17, rue Gramat 31000 TOULOUSE.
Gérant : Elsa LOMONT, née le 22/06/1985 à Toulouse (31), demeurant au 17 rue Gramat 31000 Toulouse
Immatriculation au RCS Toulouse.

Pour avis.
LA GERANCE

Mlle LAZARIDIS Fidji, demeurant 11 impasse du Touch, 31700 BLAGNAC, agissant au nom de son enfant mineur CHATAIN Lylie Sophie Renée, née le 07 Juin 2014 à Ecully 69130, France, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer au nom patronymique de ce mineur celui de LAZARIDIS.



S.A Colomiers Habitat 8 Allée du Lauragais - BP 70131-31772 COLOMIERS CEDEX. **VENTE D'UN APPARTEMENT VACANT à SAINT ORENS DE GAMEVILLE** Résidence LES HAUTS DE GAM - Année 1999 - Copropriété en cours de création. 4 RUE DES CHASSELAS Apt 312 - T 3 - 60 m² - 1er avec balcon - Prix de Vente aux locataires de Colomiers-Habitat 123 000 € - Prix de vente aux extérieurs 138 000 € - DPE : D - Charges de Copropriété : NC. Contactez le Service Vente au 05 81 501 501



S.A Colomiers Habitat 8 Allée du Lauragais - BP 70131-31772 COLOMIERS CEDEX. **VENTE D'UNE MAISON LIBRE DE TOUTE OCCUPATION à AUSSONNE.** CHEMIN DE PERIAC - Année de construction 1996 - T8 de 241 m² en R+1 - Parcelle terrain de 2 208m² clôturée et arborée - Prix 227 500 € - DPE : D - Contactez le Service Vente au 05 81 501 501

**SCM NICOLE COURET
EVELYNE FRATUS,
INFIRMIERES**

5 Avenue de Polignan
31210 GOURDAN POLIGNAN
Capital social : 300 €
RCS TOULOUSE N° 428.295.323.

**Avis de prorogation
de durée**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du date du 8 juin 2018, a décidé de proroger la durée de la société de 99 années, ce qui aura pour conséquence de porter cette durée jusqu'au 7 juin 2117, sauf nouvelle prorogation ou dissolution anticipée. L'article 5 des statuts a été modifié en conséquence. Modification au RCS de TOULOUSE.

RECTIFICATIFS

LA SOURCE
Société civile immobilière
au capital de 200 000 euros
Siège social : 1 Avenue
Paul Michonneau
62 000 ARRAS
808 439 806 RCS Arras

Additif à l'annonce parue dans le numéro 792 du 07.06.2018, il fallait lire en sus :

La société a pour objet l'acquisition, l'administration et la gestion par location, bail à construction ou autrement de tous biens immobiliers.
Sa durée est de 99 ans.

Pour avis

Rectificatif à l'annonce parue dans le Journal toulousain du 14/06/2018, concernant la dissolution de la SARL MIS-TER BLUE BOX, il convient d'ajouter : «dissolution sans liquidation» .

Rectificatif à l'annonce parue le 12/04/2018 dans le Journal Toulousain, concernant la société SOTAM. Il convenait de lire : l'AGE du 31/12/2017 en lieu et place du 15/12/2017.

Rectificatif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain N°792 du 07/06/2018, concernant l'Avis de cession du fonds de commerce de la SARL LA TOULOUZEN, N°811486919 RCS Toulouse à la SAS YCHHEAN, N°839473857 RCS Toulouse, lire : l'entrée en jouissance fixée au 01/06/2018 et le début d'activité au 02/07/2018 pour cause de travaux.

Pour avis.

Rectificatif aux annonces parues le 26 avril 2018 concernant la SCI DES CO-TEAUX, il fallait lire comme adresse du siège social et de liquidation qui est transféré chez Me SICARD - 266 avenue de Grande Bretagne - 31300 TOULOUSE.

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.

L'INFORMATION LÉGALE SUR LES ENTREPRISES



CONTACTEZ-NOUS !

Pour votre DÉPÔT d'annonces légales et judiciaires et vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet • 31000 Toulouse

09 83 27 51 41

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr



Vous souhaitez communiquer dans nos colonnes ?

Service commercial

veronique.lapeyre@lejournaltoulousain.fr